

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1905.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1905 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HENRI DELVAUX.

MESSIEURS,

Dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires prévues au Budget de la Guerre pour l'exercice 1905 sont en augmentation de fr. 65,622.89 sur celles de 1904.

Les explications fournies par le Département de la Guerre établissent que cette augmentation résulte :

1° de ce que l'application de la nouvelle loi de milice pendant les années 1903 et 1904 a démontré que le nombre présumé de journées, porté en déduction du chef de vacances et de petites permissions pour l'évaluation de la dépense, était supérieur aux déductions réelles ;

2° de la loi du 11 mai 1904, modifiant l'organisation des cadres des officiers du génie et du personnel civil subalterne.

Ces augmentations se répartissent comme suit :

Traitement et solde de l'infanterie	fr.	131,485 75
— — de la cavalerie		60,955 81
— — de l'artillerie et du train		5,969 10
— — du génie		95,871 39
— — du bataillon d'administration		3,103 45
Pain, viande, fourrages en nature		593,495 95
TOTAL	fr.	690,981 43

(1) Budget, n° 4, X.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. POLET, BUISSET, ROGER, VERSTBYLEN, DE BÉTHUNE et HENRI DELVAUX.

D'autre part, des réductions sur divers articles du Budget constituent ensemble une diminution de fr. 625,258.54.

Ces réductions portent :

1° sur l'évaluation des besoins de 1905 relatifs à l'établissement et au matériel de l'artillerie	fr. 99,944 05
2° sur le service du couchage par suite de l'installation de buanderies près des magasins régionaux	26,000 »
3° sur l'habillement des troupes de la cavalerie, par suite de l'importance qu'ont acquis les approvisionnements nécessaires en vue d'une mobilisation éventuelle	499,314 49
TOTAL.	fr. 625,258 54

Il reste donc une augmentation de dépenses ordinaires de fr. 65,622 59.

En même temps, le Budget atteste un accroissement, sur les prévisions, du nombre de journées de présence effective des soldats sous les armes.

Dépenses exceptionnelles.

D'autre part, les prévisions de dépenses exceptionnelles s'élèvent à 4,227,100 francs contre 5,802,860 francs en 1904, soit une diminution pour 1905 de 1,575,760 francs.

Ce qui, en définitive, ramène le Budget de la Guerre à fr. 54,290,608.49, en diminution de fr. 1,510,137.11 sur le Budget précédent.

Parmi les dépenses exceptionnelles, plusieurs ont fait l'objet d'observations diverses de la part des Sections ou de la Section centrale.

Boulangeries militaires.

Les trois premiers postes des dépenses exceptionnelles visent :

1° La construction d'une boulangerie militaire à Namur.	fr. 280,000 »
2° — d'une boulangerie militaire à Liège . .	280,000 »
3° — d'une boulangerie militaire à Louvain .	284,000 »

Divers membres ont fait observer qu'il était étonnant qu'une boulangerie militaire pût coûter 280,000 francs et, partant de là, ils ont exprimé l'avis que, souvent, les constructions militaires atteignent un prix hors de proportion avec la destination qu'elles sont appelées à recevoir.

La Section centrale recueille l'écho de ces observations et a adressé à M. le Ministre de la Guerre la question suivante :

- « Comment le Département explique-t-il que chaque boulangerie militaire coûte 280,000 francs ?
- » Ne pourrait-on réduire cette somme à des proportions plus modestes et plus appropriées au genre de construction habituel aux établissements industriels ?
- » Quelle sera à Liège, à Namur, à Louvain, la surface de terrain couverte ?

- » Le Département veut-il faire connaître, dans ses grandes lignes, le détail
 » du cahier des charges, indiquant séparément le coût de la construction
 » proprement dite, de l'outillage industriel et du mobilier? »

A quoi le Département a répondu :

» La boulangerie militaire de Louvain est estimée à 284,000 francs,
 » comme le renseigne le détail ci-dessous.

» Les boulangeries de Liège et de Namur, quoique un peu plus étendues,
 » n'exigent pas un crédit supérieur parce que l'Etat possède les terrains
 » destinés à leur construction, ce qui permet, avec la même somme, de faire
 » face au supplément du coût des bâtisses et de l'outillage

» Les projets de ces boulangeries sont établis avec toute l'économie
 » désirable, les bâtiments sont très simples et en rapport avec leur desti-
 » nation. Il n'est pas possible de réduire le prix d'estimation.

» La surface bâtie sera de 1,400 m² environ à Liège et à Namur et de
 » 1,200 m² à Louvain.

» Les travaux et fournitures prévus au cahier des charges de la boulan-
 » gerie de Louvain se subdivisent comme suit :

» Terrassements	fr.	4,200	»
» Manutention comprenant la salle des pétrins, paneterie, » salle de machines, etc.		104,333	»
» Logement, écurie, remise		18,600	»
» Habitation du directeur.		17,300	»
» Dépandances, murs de clôture, etc.		26,300	»
» Puits, citernes, divers		12,200	»
» Eau et gaz (canalisations)		1,063	»
TOTAL		fr.	184,000 »

» A cette somme, il faut ajouter :

» Le coût du terrain	fr.	25,000	»
» La machinerie, l'outillage (y compris l'installation) . . .		59,000	»
» Le mobilier		6,000	»
» Imprévus.		10,000	»
TOTAL GÉNÉRAL		fr.	284,000 »

» Les devis pour les boulangeries de Namur et de Liège sont établis de
 » façon analogue. »

La Section centrale se demande néanmoins :

1° S'il ne serait pas possible de réduire ces dépenses, alors que des
 appareils de boulangerie vont être installés dans les forts et que vingt et un
 de ces appareils sont déjà acquis, à savoir douze pour les forts de la position
 de Liège et neuf pour les forts de la position de Namur.

2° Si les avantages résultant pour le service de ce que le logement est
 fourni par la boulangerie à son directeur compensent l'excédent des dépenses

que ce logement entraîne en constructions.; en entretien.; en frais accessoires.?

La Section centrale attire sur ces deux questions, et sur la généralisation qu'elles comportent, toute l'attention du Département de la Guerre.

Constructions et améliorations du casernement.

Le crédit de 3,032,500 francs demandé à l'article 37, relatif à l'amélioration des casernes, comporte, d'après les explications fournies par le Département de la Guerre, outre les crédits nécessaires pour continuer les nouvelles constructions en cours, notamment à Gand, à Tournai, à Anvers et à Namur, les travaux suivants :

« a) Au camp de Beverloo : la construction de nouveaux locaux pour » l'école d'application et de perfectionnement pour l'infanterie, installée » provisoirement dans les blocs de casernement qui doivent être rendus à » leur destination primitive; dépense : 250,000 francs.

» b) Bruxelles-Est : construction d'un second manège pour le 1^{er} régiment » de guides (64,000 francs).

» En outre, les travaux suivants sont projetés en 1905 pour l'agrandisse- » ment et l'amélioration des casernes et des hôpitaux existants :

» Gand, hôpital militaire, agrandissement fr.	315,000 »
» Alost, école des pupilles de l'armée, agrandissement . .	100,000 »
» Liège, caserne de cavalerie, second manège et dépen- »	
dances	94,000 »

» Il est en outre prévu une somme de 250,000 francs pour les petits » travaux d'amélioration à effectuer dans les casernes existantes en vue » d'augmenter les conditions d'habitabilité et d'hygiène.

» Des tirs réduits seront également installés dans les casernes. »

La nouvelle École militaire.

L'état d'avancement des travaux de l'École militaire a provoqué cette question :

« Le Département veut-il dire quand seront achevés les bâtiments de » l'École militaire?

» Où en sont les travaux? »

Réponse.

« Les bâtiments de la nouvelle École militaire, à part le bâtiment d'entrée » et les habitations, avenue de la Renaissance, seront vraisemblablement » terminés à la fin de 1905.

» Actuellement, le gros-œuvre des bâtiments est achevé. Les travaux » d'achèvement (plafonnages, menuiseries, carrelages, etc.) sont en cours

- » d'exécution. Les questions relatives au chauffage, à l'éclairage électrique, etc., sont à l'étude.
 » Quant au bâtiment d'entrée, les fondations sont faites, mais on ne peut
 » encore fixer l'époque de son achèvement. »

La position d'Anvers.

Divers autres points ont fait l'objet des délibérations de la Section centrale. En première ligne de ceux-ci se trouve la situation d'Anvers. Le Département, interrogé en ces termes :

- « La Section centrale demande que M. le Ministre fasse connaître de façon
 » formelle et précise quelles sont ses intentions au sujet des fortifications
 » d'Anvers?
 » Pour quelle époque peut-on espérer voir démanteler l'enceinte d'Anvers?
 » Et celle de Termonde? »

A répondu :

- « Le Gouvernement a déclaré dans la séance du 7 décembre dernier de
 » la Chambre des Représentants qu'il compte déposer dans la présente
 » session un projet relatif aux fortifications d'Anvers.
 » Ainsi que le Gouvernement l'a déjà fait connaître dans la séance de la
 » Chambre des Représentants du 29 avril 1902, on ne pourra démanteler
 » l'enceinte qu'après le complet achèvement de la ligne avancée sur les
 » deux rives et le reliement et le renforcement des forts de l'ancien camp
 » retranché.
 » La question des fortifications de Termonde et celle des fortifications
 » d'Anvers sont connexes; elles devront être résolues en même temps. »

Artillerie. — Armement.

La Section centrale attache une importance non moins grande à voir notre artillerie pourvue d'un armement qui soit à la hauteur des progrès considérables accomplis en cette matière dans presque toutes les armées européennes. Elle a demandé à M. le Ministre :

- « M. le Ministre peut-il dire ce qu'il advient de l'armement de l'artillerie?
 » Le Département continue-t-il les essais?
 » Quelles firmes y prennent part? Avec combien de pièces?
 » La réforme du dit armement sera-t-elle résolue en principe cette année?
 » Quelles sommes et quels délais seront nécessaires pour la fourniture des
 » pièces choisies? »

Il a répondu :

- « Le remplacement du matériel actuel de l'artillerie de campagne par un
 » matériel à tir rapide est décidé en principe.
 » Deux batteries composées, chacune, de quatre pièces et de quatre

- » caissons et fournies, l'une par l'usine Krupp, à Essen, l'autre par la Compagnie des forges et aciéries de la marine et d'Homécourt, vont être
 » soumises à un essai complet de service à la troupe.
 » La livraison du nouveau matériel exigera un délai d'environ trois ans
 » à dater de la fin de l'essai précité. »

Armes spéciales. — Avancement.

Il est difficile de s'occuper d'artillerie sans faire ressortir derechef combien l'avancement des officiers de cette arme se trouve actuellement retardé.

Chaque promotion trimestrielle apporte quelque exemple nouveau de l'infériorité dans laquelle se trouvent les officiers d'artillerie vis-à-vis de leurs collègues des autres armes.

L'étude d'un remaniement des bases de l'avancement semble s'imposer de plus en plus; la Section centrale ne s'illusionne pas sur les caractères difficiles et délicats de cette réforme, mais elle l'attend néanmoins de l'esprit d'initiative et de justice du chef du Département de la guerre.

Elle a insisté sur ce point par la question suivante :

- « Quelles propositions M. le Ministre compte-t-il faire au sujet de l'avancement dans les armes spéciales? »

Réponse.

- « Bien que la récente réorganisation du cadre des officiers du génie n'ait
 » pas eu pour but d'améliorer leur situation, mais de mieux assurer le
 » fonctionnement des services auxquels ils sont attachés, cette réorganisation
 » a produit cependant des conséquences heureuses au point de vue de
 » l'avancement.

- » A l'occasion de l'adoption d'un matériel à tir rapide pour les batteries
 » de campagne, l'opportunité de modifications organiques sera examinée et
 » les officiers d'artillerie pourraient éventuellement jouir d'avantages de
 » carrière analogues à ceux dont viennent de bénéficier les officiers du
 » génie. »

Cette réponse semble indiquer que la loi du 11 mai 1904 ait réglé définitivement, aux yeux du Département, la situation des officiers du génie, ce qui ne laissera point de surprendre nombre de personnes s'intéressant à l'armée, lesquelles ne voyaient dans cette loi qu'un acheminement vers une réorganisation de l'avancement dans les armes spéciales.

Les adjoints du génie.

Quoi qu'il en soit, les adjoints du génie sont demeurés, eux, en dehors des avantages de la loi, et la Section centrale rappelle à leur sujet ce qu'elle disait dans son rapport de l'année dernière :

- « On a signalé à diverses reprises les lenteurs de l'avancement dans le

» cadre des adjoints du génie et la situation précaire des surveillants temporaires de ce service.

» M. le Ministre de la Guerre ne pourrait-il adopter, pour les adjoints du génie, les dispositions qui sont appliquées pour régler l'avancement des conducteurs des Ponts et Chaussées et des sous-chefs de section de l'administration des chemins de fer de l'État, où l'on a remédié aux lenteurs que l'on y avait constatées?

» Ces dispositions permettraient de faire des nominations ou d'accorder des augmentations de traitement en moyenne tous les trois ans, en faisant varier le nombre des fonctionnaires dans chaque classe selon les besoins et dans les limites budgétaires.

» Ne pourrait-on augmenter les cadres des surveillants permanents du génie pour nommer à ce titre les surveillants temporaires qui ont satisfait aux examens et qui doivent actuellement rester pendant quinze ou vingt ans dans cette position d'attente, où ils n'ont droit ni à la pension ni à aucun des avantages accordés au personnel permanent du génie?

» Il semble d'ailleurs que l'avancement des surveillants du génie serait plus rationnel s'il était réglé comme celui des secrétaires-archivistes du Département de la Guerre.

» D'autre part, les traitements des surveillants permanents de 3^e classe ne pourraient-ils être augmentés pour tenir compte des fortes retenues qui leur sont imposées, lors de leur nomination à cet emploi, pour assurer la pension à leur veuve et à leurs orphelins?

» Ne pourrait-on adopter, pour ces employés, le barème des traitements des autres cadres de surveillants de l'État? »

Réparation des accidents survenus aux militaires au cours du service.

Les indemnités accordées aux militaires blessés, ou aux familles des militaires tués en cours de service ont, depuis plusieurs années, préoccupé les membres de la Section centrale du Budget de la Guerre.

La malheureuse catastrophe de Calloo s'est chargée de démontrer encore au Parlement, combien il serait équitable et urgent qu'une loi vînt faire, pour les victimes du service militaire, l'œuvre de justice que les Chambres ont cherché à réaliser par la loi Francotte sur les accidents du travail.

Le Département de la Guerre, prie de faire connaître les indemnités dont il pouvait disposer en l'occurrence, a répondu :

« La veuve du sous-officier Declerck touchera une pension annuelle de 224 francs à charge de l'État. Elle jouira, en outre, d'un secours semestriel de 150 francs à charge du fonds de secours mis à la disposition du Département de la Guerre.

» D'autre part, les parents des militaires décédés ont reçu, à titre de secours spécial, une somme de 150 francs.

» Quant aux parents des militaires blessés, ils ont reçu, au même titre, une somme de 50 francs.

» De plus, les parents des militaires décédés continueront à toucher

» l'indemnité de rémunération pendant tout le temps que leurs fils devaient
» encore servir. »

Le second paragraphe de cette réponse : « Les parents des militaires décédés ont reçu, à titre de secours spécial, une somme de 150 francs », constitue en une seule phrase un plaidoyer plus éloquent et plus pressant qu'une longue énumération d'arguments, en faveur d'une indemnisation équitable des malheurs que le service militaire peut entraîner!

*L'Exposition de Liège. — La boulangerie militaire.
Les terrains de la Citadelle.*

En vue de la prochaine Exposition de Liège, le Département de la Guerre semblait disposé à transporter la boulangerie militaire de cette ville, laquelle menace de rompre l'élégance des constructions nouvelles qui s'édifient au quai de Fragnée.

Il avait été allégué, en outre, que la vente de l'emplacement de l'ancienne boulangerie constituerait, pour le Trésor, une heureuse opération.

Rien n'ayant été fait à ce jour, la Section centrale a demandé à M. le Ministre :

- « La boulangerie de Liège, située au quai de Fragnée, a-t-elle été vendue?
- » Quelle somme l'État récupérera-t-il du chef de cette vente?
- » Où sera bâtie la nouvelle boulangerie de Liège? »

Elle a obtenu cette réponse :

- « La boulangerie militaire de Liège n'a pas été vendue.
- » Le Département des Finances et des Travaux publics et le Département
- » de la Guerre examinent en ce moment un projet d'échange de cet établis-
- » sement contre des terrains et maisons situés à Bressoux, où une nouvelle
- » boulangerie serait éventuellement établie. »

Beaucoup plus favorable a été l'attitude du génie en ce qui concerne la cession à la ville de Liège des terrains délaissés de la Citadelle de Liège.

Ces terrains sont indispensables à la ville pour créer le boulevard circulaire qui dominera la ville et donnera, des hauteurs de la Citadelle, le plus beau panorama que Liège puisse offrir, sur la cité elle-même, sur son fleuve, avec, dans le fond, l'Exposition universelle, merveilleusement encadrée des collines du Bois l'Évêque, de Cointe, de Tilleur, de Seraing et de la Chartreuse.

La Section centrale avait demandé à ce sujet à M. le Ministre :

- « Le Gouvernement a-t-il mis la ville de Liège en possession de l'ancien
- » parc de la Citadelle, de manière à permettre à la ville de construire, avant
- » l'Exposition, le boulevard circulaire? »

Réponse.

« Le projet définitif de la convention à intervenir entre le Gouvernement et la ville de Liège, pour la remise à celle-ci des terrains devenus disponibles par suite du déclassement de la citadelle de Sainte-Walburge, vient d'être approuvé par le Conseil communal de Liège.

» Les signatures de cette convention pourront être échangées sous peu, et l'entrée en possession par la ville des terrains susdits se réalisera par conséquent à bref délai. »

D'une part donc, le Département de la Guerre abandonne un terrain inutile pour lui et précieux pour la ville de Liège; d'autre part, il assure une vaste extension du champ des manœuvres.

Alimentation des troupes

L'alimentation des troupes a fait l'objet des questions suivantes :

Question.

« Le Gouvernement prend-il soin de pourvoir d'urgence, Brasschaet et Beverloo, d'eau potable ? »

Réponse.

« Le camp de Beverloo est pourvu en abondance, depuis longtemps, d'eau reconnue potable par le service de santé.

» Au camp de Brasschaet, la quantité d'eau est suffisante. Deux puits ont été signalés comme suspects de contamination; des mesures ont été prescrites pour remédier à la situation. Des analyses chimiques et bactériologiques sont faites périodiquement à l'effet de s'assurer de la qualité des eaux alimentaires dans toutes les garnisons. »

Question.

« Dans quelle proportion le sucre entre-t-il dans l'alimentation du soldat ?
» Le Département de la Guerre a-t-il fait des expériences au sujet de la qualité de cette alimentation ?
» Quels ont été les résultats ? »

Réponse.

« Depuis 1903, la ration de manœuvres délivrée aux troupes pour le compte de l'État comprend 45 grammes de sucre.

» En temps ordinaire, le sucre n'entre qu'exceptionnellement dans l'alimentation des soldats. Celle des sous-officiers en comporte une certaine quantité, variable d'un corps à l'autre. »

Route militaire à Liers.

Enfin, un membre de la Section centrale a désiré qu'il fût demandé au Département de la Guerre :

Question.

« Que compte faire le Département de la Guerre de l'ancienne route militaire reliant le fort de Liers au fort de Lantin, au nord de la gare de Liers? »

Réponse.

« Les parties de l'ancienne bande de terrain militaire entre les forts de Liers et de Lantin devenues sans utilité pour le Département de la Guerre » seront remises à l'administration des domaines. »

Les votes.

Le Budget a reçu, dans les sections, l'accueil suivant :

1 ^{re} Section.	6	oui	4	non	2	abstentions
2 ^e Section.	10	»	1	»	1	»
3 ^e Section.	7	»	6	»	2	»
4 ^e Section.	8	»	0	»	2	»
5 ^e Section.	8	»	2	»	0	»
6 ^e Section.	8	»	4	»	1	»
	47	oui	14	non	8	abstentions

La Section centrale a voté le Budget à l'unanimité des membres présents moins un, qui s'est abstenu.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1905.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1905 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRI DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

Gewone uitgaven.

De gewone uitgaven der Begrooting van Oorlog voor het dienstjaar 1905 bedragen fr. 65,622.89 meer dan die van 1904.

De uitleggingen, door het Departement van Oorlog verstrekt, bewijzen dat deze verhooging het gevolg is van :

1° de toepassing van de nieuwe militiewet gedurende de jaren 1903 en 1904, waaruit is gebleken dat het vermoed getal onderhoudsdagen, wegens groot en klein verlof afgetrokken bij het berekenen van de uitgaaf, het feitelijk afgetrokken getal overtrof;

2° de wet van 11 Mei 1904. houdende wijziging van het kader der officieren van de genie en van het ondergeschikt burgerlijk personeel.

Die verhoogingen worden verdeeld als volgt :

Jaarwedde en soldij van de infanterie	fr.	131,485 75
— — — — — de cavalerie		60,955 81
— — — — — de artillerie en van den trein . . .		5,969 10
— — — — — de genie		95,871 39
— — — — — het bestuursbataljon		3,103 45
Brood, vleesch, voeder in natura		393,495 95
TE ZAMEN,		fr. 690,981 43

(1) Begrooting, n° 4, X.

(2) De Middenafdeeling, door den heer NEHINX voorgezeten, bestond uit de heeren POLET BUISSET, ROGER, VERSTEYLEN, DE BÉTHUNE en HENRI DELVAUX.

Anderzijds zijn er op verschillende artikelen der Begrooting verminderingen tot een gezamenlijk bedrag van fr. 625,258.54.

Deze verminderingen betreffen :

1 ^o de raming der behoeften voor 1905 in zake de inrichting en het materieel der artillerie	fr. 99,944 05
2 ^o het militair beddegoed, ten gevolge van het inrichten van waschhuizen bij de gewestelijke magazijnen	26,000 »
3 ^o de kleeding der cavalerie-troepen, ten gevolge van den aanzienlijken voorraad met het oog op eene mogelijke mobiel-making	499,314 49
TOTAAL	fr. 625,258 54

Dus is er eene verhooging der gewone uitgaven tot een bedrag van fr. 65,622.59.

Uit de Begrooting blijkt eveneens dat het getal dagen werkelijke aanwezigheid der soldaten onder de wapens hooger is dan de raming.

Uitzonderlijke uitgaven.

De raming der uitzonderlijke uitgaven bedraagt, aan den anderen kant, 4,227,100 frank tegen 5,802,860 frank in 1904, dus eene vermindering van 1,575,760 frank voor 1905.

Wat eigenlijk de Begrooting van Oorlog brengt op fr. 54,290,608.49, dus eene vermindering van fr. 1,540,137.11 wanneer men ze stelt tegenover de voorgaande Begrooting.

Over verschillende uitzonderlijke uitgaven werden, in de Afdeelingen of in de Middenafdeeling, verschillende opmerkingen gemaakt.

Militaire bakkerijen.

De drie eerste posten der uitzonderlijken uitgaven, bedoelen :

1 ^o Het bouwen van eene militaire bakkerij te Namen.	fr. 280,000 »
2 ^o — van eene militaire bakkerij te Luik	280,000 »
3 ^o — van eene militaire bakkerij te Leuven	284,000 »

Verscheidene leden deden opmerken dat het wonder scheen dat eene militaire bakkerij 280,000 frank kan kosten, en, van daar uitgaande, gaven zij de meening te kennen, dat de militaire gebouwen dikwijls een prijs kosten die niet in verhouding is tot hunne bestemming.

In de Middenafdeeling vonden die bedenkingen weerklank, en de Afdeeling stelde de volgende vraag aan den heer Minister van Oorlog :

« Hoc legt het Departement uit, dat elke militaire bakkerij 280,000 frank kost?

» Zou men dat bedrag niet kunnen verminderen en meer in verhouding tot de gebouwen der nijverheidsinrichtingen?

» Welke oppervlakte zal elke bakkerij innemen te Luik, te Namen en te Leuven?

» Het Departement wordt verzocht, in breede trekken, het lastenkohier » omstandig te doen kennen, met afzonderlijke aanduiding van de kosten » voor het eigenlijk gebouw, voor het nijverheidsgereedschap en voor de » meubilering. »

Waarop het Departement antwoordde :

« De militaire bakkerij te Leuven wordt geraamd op 284,000 frank, » zooals blijkt uit de volgende omstandige opgaven.

» De bakkerijen te Luik en te Namen, alhoewel een weinig ruimer, » vergen geen grooter krediet omdat de Staat de gronden bezit waarop ze » moeten gebouwd worden, wat toelaat, met dezelfde som, te voorzien in » de meerdere kosten van gebouwen en werktuigen.

» De bestekken dier bakkerijen zijn met alle wenschelijke zuinigheid » opgemaakt, de gebouwen zijn zeer eenvoudig en in verhouding tot hunne » bestemming. Het is onmogelijk de voorziene kosten te verminderen.

» De bebouwde oppervlakte beslaat nagenoeg 1,400 m² te Luik en te » Namen, en 1,200 m² te Leuven.

» De werken en leveranciën, in het lastenkohier voorzien voor de bak- » kerij van Leuven, worden verdeeld als volgt :

» Aardewerken	fr.	4,200	»
» Bakkerij, daarin begrepen de zaal der troggen, de brood- »			
kamer, de machine-zaal, enz.		104,335	»
» Huisvesting, stal, loods		18,600	»
» Woning van den bestuurder		17,300	»
» Toebehooren, omheiningmuren, enz.		26,300	»
» Putten, regenbakken, allerlei		12,200	»
» Water en gas (leidingen)		1,065	»
TOTAAL.		fr.	184,000 »

» Bij deze sommen behoort men te voegen :

» Den prijs van den grond	fr.	25,000	»
» De machine's, de werktuigen (plaatsing inbegrepen) . .		59,000	»
» De meubilering		6,000	»
» Onvoorziene uitgaven		10,000	»
GEZAMENLIJK TOTAAL.		fr.	284,000 »

» De bestekken voor de bakkerijen te Luik en te Namen zijn op dezelfde » wijze opgemaakt. »

Evenwel vraagt de Middenafdeeling zich af :

1^o Of het niet mogelijk ware die uitgaven te verminderen, vermits bak-kerstoestellen zullen ingericht worden in de forten en er reeds een en twintig van die toestellen zijn aangekocht, namelijk twaalf voor de forten der vesting Luik en negen voor de forten der vesting Namen;

2^o Of de voordeelen die voor den dienst hieruit voortspruiten, dat de bestuurder in de bakkerij zijne woning heeft, opwegen tegen de meerdere

uitgaven veroorzaakt door het bouwen daarvan, den onderhoud en de bijkomende uitgaven...?

De Middenafdeeling vestigt op die twee vragen en op de algemeene maatregelen die zij medebrengen de bijzondere aandacht van het Ministerie van Oorlog.

Gebouwen en verbetering der kazerneering.

Het krediet van 3,032,500 frank, in artikel 37 uitgetrokken tot verbetering der kazerneering, betreft — volgens de uitleggingen door het Ministerie van Oorlog verstrekt, buiten de noodige kredieten voor het voortzetten der begonnen bouwwerken, namelijk te Gent, te Doornik, te Antwerpen en te Namen — de navolgende werken :

« a) In 't kamp van Beverloo : het oprichten van nieuwe lokalen voor de » applicatie-school voor voetvolk, voorloopig ingericht in de kazerne- » gebouwen, aan welke hunne eerste bestemming behoort te worden » teruggegeven ; kosten : 250,000 frank.

» b) Brussel-Oost : bouwen van eene tweede renbaan voor het 1^{ste} gidsen- » regiment (64,000 frank).

» Daarenboven zijn de navolgende werken ontworpen in 1903 tot ver- » grooting en verbetering der bestaande kazernen en hospitalen :

» Gent, militaire hospitaal, vergrooting fr. 315,000 »

» Aalst, school voor de pupillen van 't leger, vergrooting . 100,000 »

» Luik, cavalerie-kazerne, tweede renbaan en bijhoorigheden 94,000 »

» Daarenboven wordt eene som van 250,000 frank voorzien voor de » kleine werken in de bestaande kazernen uit te voeren tot verbetering van » de voorwaarden van bewoonbaarheid en gezondheid.

» Er zullen insgelijks kleine schietbanen worden ingericht in de kazernen.»

De nieuwe Militaire School.

De staat van de werken der Militaire School gaf aanleiding tot de volgende vraag :

« Het Departement gelieve te zeggen wanneer de gebouwen der Militaire » School zullen voltooid zijn ?

» Hoe verre zijn die werken gevorderd? »

Antwoord.

« De gebouwen der nieuwe Militaire School, uitgenomen het ingangs- » gebouw en de woningen der Renaissance-laan, zullen waarschijnlijk » tegen einde 1903 voltrokken zijn.

» Thans is het grof werk der gebouwen voltooid. De eindwerken (pleister-

- » werk, timmerwerk, bevloering, enz.) zijn aan den gang De vraagstukken
- » betreffende verwarming, electrische verlichting, enz., liggen ter studie.
- » Voor het ingangsgebouw zijn de grondvesten gelegd, doch bepaald kan
- » niet worden gezegd wanneer het voltooid zal wezen. »

De vesting Antwerpen.

De Middenafdeeling beraadslaagde over verschillende andere punten, in de eerste plaats over den toestand van Antwerpen.

Daarover werd aan het Departement de volgende vraag gesteld :

- « De Middenafdeeling verlangt dat de heer Minister uitdrukkelijk en
- » nauwkeurig zou zeggen wat hij van zins is te doen met de Antwerpsche
- » vestingwerken.
- » Tegen wanneer mag men hopen dat de vesting Antwerpen ontmanteld
- » zal worden?
- » En de vesting Dendermonde? »

Het antwoord luidt :

- « Ter zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 7 December
- » laatstleden, verklaarde de Regeering dat zij van plan is nog tijdens den
- » loopenden zittijd een ontwerp betreffende de Antwerpsche vesting in te
- » dienen.
- » Zooals de Regeering verklaarde ter Kamerzitting van 29 April 1902,
- » kan de vestingsgordel eerst worden gesloopt na volkomen voltooiing
- » der voorste lijn op beide oevers en de verbinding en versterking der forten
- » van het gewezen verschanst kamp.
- Het vraagstuk der vesting Dendermonde is verbonden aan dit der vesting
- » Antwerpen, en beide moeten terzelfder tijd worden opgelost. »

Artillerie. — Toerusting.

Voor de Middenafdeeling is het van evenveel belang dat onze artillerie goed zij toegerust, om op de hoogte te blijven van den aanzienlijken vooruitgang, op dat gebied verwezenlijkt in nagenoeg alle Europeesche legers.

Zij vroeg den heer Minister :

- « Kan de heer Minister zeggen wat er wordt van de bewapening der
- » artillerie?
- » Zet het Departement de proefnemingen voort?
- » Welke firma's nemen daaraan deel? Met hoeveel stukken?
- » Zal de vervorming van die bewapening dit jaar in beginsel zijn opgelost?
- » Welke sommen en hoeveel tijd is er noodig voor het leveren van de
- » gekozen stukken? »

Er is geantwoord :

- « In beginsel is er besloten tot vervanging van het bestaande veldgeschut
- » door snelvurende stukken.

» Twee batterijen van vier stukken ieder, met vier kruitwagens, de eene » geleverd door het huis Krupp, te Essen, de andere door de *Compagnie des » forges et aciéries de la marine et d'Homécourt*, worden eerlang volledig » beproefd.

» Nadat de proefneming is afgelopen, zal er nagenoeg drie jaar noodig » zijn om het nieuw materieel te leveren. »

Bijzondere wapens. — Bevordering.

Moeilijk kan er worden gesproken over de artillerie, zonder andermaal te doen uitschijnen hoezeer de bevordering der officieren van dit wapen thans wordt vertraagd.

Bij iedere driemaandelijksche bevordering, treft men een nieuw voorbeeld aan van den ondergeschikten toestand der artillerie-officieren tegenover die der andere wapens.

Meer en meer schijnt het noodig te onderzoeken of de grondslagen der bevordering niet dienen gewijzigd te worden; de Middenafdeeling ontveinst zich niet dat die hervorming lastig en kiesch is; toch verwacht zij ze van den ondernemings- en rechtvaardigheidsgeest van het hoofd des Departements van Oorlog.

Daarop drong zij aan, in onderstaande vraag :

« Wat denkt de heer Minister voor te stellen voor de bevordering in de » bijzondere wapens? »

Antwoord.

« Ofschoon de jongste inrichting van het kader der genie-officieren niet » strekte om dezer toestand te verbeteren, maar wel om die diensten, waar- » aan zij verbonden zijn, beter te regelen, had deze herinrichting evenwel » goede gevolgen voor de bevordering.

» Bij de aanneming van een snelvurend materieel voor de veldbatterijen, » zal worden onderzocht of het past organieke wijzigingen in te voeren, en » bij voorkomend geval zouden de artillerie-officieren dezelfde bevordering » kunnen genieten als de genie-officieren onlangs verwierven. »

Uit dit antwoord is af te leiden dat, volgens het Departement, de toestand der genie-officieren bepaald werd geregeld door de wet van 11 Mei 1904. Dat zal verwondering baren bij velen die belang stellen in het leger, want in bedoelde wet zagen zij niets anders dan een stap nader tot eene herinrichting van de bevordering in de bijzondere wapens.

De adjuncten bij de genie.

Hoe het ook zij, de adjuncten bij de genie bleven verstoken van de voordeelen der wet, en ten hunnen opzichte herhaalt de Middenafdeeling wat zij zegde in haar verslag van verleden jaar :

« Herhaalde malen werd reeds gewezen op de trage bevordering in het

» kader der adjuncten bij de genie en op den onzekeren toestand der tijdelijke toezieners bij dezen dienst.

» Kan de heer Minister op de adjuncten der genie niet dezelfde bepalingen toepassen als die welke de bevordering regelen in de kaders der conducteurs van bruggen en wegen en der afdeeling-onderoversten bij het Bestuur van Staatsspoorweg, waar men een einde heeft gemaakt aan de trage bevordering, waarover werd geklaagd?

» Volgens die bepalingen, zou men gemiddeld om de drie jaar benoemen kunnen doen of verhooging van jaarwedde verleen, het getal ambtenaren in iedere klas doen verschillen volgens de behoeften en binnen de perken van de kredieten der begrooting.

» Kan het kader van de bestendige toezieners der genie niet worden vermeerderd, om tot dien graad te benoemen de tijdelijke toezieners die de vereischte examens aflegden, en thans vijftien of twintig jaar lang in hun tijdelijk ambt moeten blijven, waar zij recht hebben noch op pensioen noch op een der voordeelen verleend aan het bestendig personeel der genie?

» Overigens schijnt het dat de bevordering der toezieners bij de genie redematiger zou wezen, indien zij geregeld was zooals die der secretarissen-archivarissen bij het Ministerie van Oorlog.

» Kunnen anderzijds de jaarwedden der bestendige toezieners van 3^e klasse niet worden verhoogd, om rekening te houden met de groote sommen die hun, bij hunne benoeming tot dit ambt, worden afgehouden om het pensioen hunner weduwen en wezen te verzekeren?

» Kan men op deze beambten niet dezelfde schaal van jaarwedden toepassen als op de andere kaders van toezieners van Staatswerken ? »

Vergoeding wegens ongevallen, aan militairen in diensttijd overkomen.

Sedert jaren wijden de leden der Middenafdeeling voor de Begrooting van Oorlog hunne aandacht aan de vergoedingen, toegestaan aan de gewonde militairen of de familiën van militairen die omkomen bij het vervullen van hunnen dienst.

Uit de noodlottige ramp te Calloo bleek nogmaals hoe billijk en dringend het is eene wet te maken, die voor de slachtoffers van den krijgsveld zou doen wat de Kamers trachtten te verwezenlijken door de wet Francotte op de arbeidsongevallen.

Aanzocht om te zeggen over welke vergoedingen het Departement van Oorlog in dit geval kan beschikken, antwoordde het :

« De weduwe van den onderofficier De Clerck krijgt een jaarpensioen van 224 frank ten laste van den Staat. Daarenboven erlangt zij een half-jarigen onderstand van 150 frank, ten laste van het fonds, ter beschikking van het Departement van Oorlog gesteld.

» Anderzijds ontvingen de ouders van de overleden militairen 150 frank als bijzonderen onderstand.

» De ouders der gewonde militairen verwierven ten zelfden titel 50 frank.

» Daarenboven blijven de ouders der overleden militairen de vergoeding » trekken, gedurende al den tijd dat hun zoon nog moest dienen. »

Het tweede lid van dit antwoord : « De ouders van de overleden militairen ontvingen 130 frank als bijzonderen onderstand », is, in een enkelen volzin, een wel-prekender en dringender pleit dan eene lange opsomming van beweegredenen voor eene billijke vergoeding der rampen, welke de krijgsdienst verwekken kan !

*Tentoonstelling te Luik. — De militaire broodbakkerij.
De gronden der Citadel.*

Met het oog op de Tentoonstelling te Luik, scheen het Departement van Oorlog geneigd de militaire broodbakkerij, die dreigt de nieuwe gebouwen op de Fragnée-kaai te ontsieren, te verplaatsen.

Daarenboven werd aangevoerd dat de veiling van de plaats der oude bakkerij voordeelig zou zijn voor de Schatkist.

Tot hiertoe werd niets verricht, en de Middenafdeeling vroeg aan den heer Minister :

- « Werd de militaire broodbakkerij, op de Fragnée-kaai, verkocht ?
- » Welke som zal de Staat daaruit trekken ?
- » Waar wordt de nieuwe broodbakkerij te Luik herbouwd ? »

Zij verwierf onderstaand antwoord :

- « De militaire broodbakkerij te Luik werd niet verkocht.
- » De Departementen van Financiën en Openbare Werken en van Oorlog » onderzoeken thans een ontwerp tot ruiling van gemeld gebouw tegen » gronden en huizen te Bressoux, waar eene nieuwe broodbakkerij gebouwd » zou worden. »

Veel beter was de houding der genie, betreffende den afstand aan de stad Luik van de verlaten gronden der Luiker Citadel.

Deze gronden heeft de stad noodig om den singel rond de stad te maken, die van op de hoogte der Citadel het schoonste vergezicht zal opleveren op de stad Luik zelve, op hare rivier met de Wereldtentoonstelling op het achterplan, wonderlijk ingesloten tusschen de heuvelen van het Bois l'Évêque, van Cointe, Tilleur, Seraing en de Chartreuse.

Dienaangaande vroeg de Middenafdeeling den heer Minister :

- « Stelde de Regeering de stad Luik in 't bezit van het gewezen park der » Citadel, om de stad te veroorloven vóór de Tentoonstelling den singel aan » te leggen ? »

Antwoord.

- « Het eindontwerp der overeenkomst tusschen de Regeering en de stad » Luik, om aan laatstgemelde de gronden over te leveren, die beschikbaar

- » worden door het buiten gebruik stellen van de Sinte-Walburga-Citadel,
- » werd onlangs goedgekeurd door den Luikschen Gemeenteraad.
- » Eerlang kan deze overeenkomst worden onderteekend, en bijgevolg
- » wordt de stad binnen kort in 't bezit gesteld van bovenbedoelde gronden. »

Dus staat eenerzijds het Departement van Oorlog een voor hem nutteloozen grond af, die kostbaar is voor de stad Luik, en anderzijds geeft het eene aanzienlijke uitbreiding aan het oefeningsveld.

Voeding der troepen.

Daarover werden de volgende vragen gesteld :

Vraag.

« Bezorgt de Regeering dadelijk Brasschaat en Beverloo drinkbaar water? »

Antwoord.

« Sedert lang is Beverloo overvloedig voorzien van water, door den gezondheidsdienst als drinkbaar bevonden.

» In het kamp te Brasschaat is er genoeg water. Twee putten werden verdacht als zijnde bedorven; er zijn maatregelen genomen, om den toestand te verhelpen. Op gezette tijden wordt het water scheikundig en bacteriologisch onderzocht, om de hoedanigheid van het drinkbaar water in alle garnizoensplaatsen te kennen. »

Vraag.

« Hoeveel suiker wordt er voor de voeding der soldaten verbruikt?

» Nam het Departement van Oorlog proeven over de hoedanigheden van die voeding?

» Wat waren de gevolgen daarvan? »

Antwoord.

« Sedert 1903, wordt aan het rantsoen voor de troepen bij oefeningen 48 grammes suiker voor rekening van den Staat toegevoegd

» In gewone tijden, wordt slechts uitzonderlijk suiker toegevoegd aan de voeding der soldaten. In die der onderofficieren is er zekere hoeveelheid, die verschilt volgens de korpsen. »

Heirbaan te Liers.

Ten slotte verlangde een lid der Middenafdeeling dat aan het Departement van Oorlog werd gevraagd :

Vraag.

« Wat is het Departement van zins met de gewezen heirbaan die het fort Liers verbindt met het fort Lantén, ten noorden der statie Liers? »

Antwoord.

« De gedeelten van de oude strook militairen grond tusschen de forten
 » Liers en Lantin, zonder nut geworden voor het Departement van Oorlog,
 » worden aan het domeinbeheer afgestaan. »

Stemmingen.

In de afdeelingen werd over de Begrooting gestemd als volgt :

1 ^{re} Afdeeling.	6 ja	1 neen	2 onthoudingen
2 ^e Afdeeling.	10 »	1 »	1 »
3 ^e Afdeeling.	7 »	6 »	2 »
4 ^e Afdeeling.	8 »	0 »	2 »
5 ^e Afdeeling.	8 »	2 »	0 »
6 ^e Afdeeling.	8 »	4 »	1 »
	47 ja	14 neen	8 onthoudingen

De Middenafdeeling keurde de Begrooting goed, met eenparige stemmen der aanwezige leden, min ééne onthouding.

De Verslaggever,
 HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,
 E. NERINCKX.

